



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne

PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

Unité Territoriale

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

MJA SELAFA en la personne de
Me Valérie Leloup-Thomas

Mandataires Judiciaires Associés

Le Préfet de la région Bourgogne
Préfet de la Côte d'Or
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L 171-6, L 171-8, L 172-1, L 511-1 et L 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 avril 1988 portant autorisation d'exploiter une carrière souterraine de pierres calcaire sur la commune de Nuits Saint Georges ;

VU l'arrêté complémentaire du 9 juillet 1999 fixant le montant des garanties financières ;

VU l'arrêté complémentaire du 25 avril 2007 portant prescription complémentaire visant à garantir la stabilité à long terme des terrains de surface ;

VU la demande de transfert d'autorisation d'exploitation au profit de la Pierre de France reçue en préfecture le 16 mai 2012 ;

VU les rapports de l'inspection des installations classées établis suite aux inspections du 30 août 2012, du 9 octobre 2013 et du 18 septembre 2014 et transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Considérant que la liquidation de La Pierre de France est intervenue sans qu'aucune notification de cessation d'activité n'ait été adressée à Monsieur le Préfet, conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté susvisé du 13 avril 1988 et de l'article R. 512-39-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Considérant le jugement du 4 novembre 2013 du tribunal de commerce de Paris qui a mandaté en qualité de liquidateur judiciaire de la société SAS la Pierre de France la société MJA SELAFA en la personne de Me Valérie Leloup-Thomas ;

Considérant le non respect des prescriptions de mise en sécurité des galeries fixées par l'arrêté complémentaire du 25 avril 2007 ;

Considérant que ces manquements peuvent porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant les problèmes de stabilité de la carrière qui peuvent découler de ce non respect ;

Considérant les problèmes de sécurité qui peuvent peser d'une part sur toute personne pénétrant dans les galeries et d'autre part sur la stabilité à long terme des terrains de surface ;

Considérant qu'aucun repreneur ne s'est fait connaître auprès de Monsieur le Préfet pour poursuivre l'exploitation de la carrière souterraine de Nuits Saint Georges ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société MJA SELAFA en la personne de Me Valérie Leloup-Thomas de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2007 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Côte-d'Or

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société MJA SELAFA en la personne de Me Valérie Leloup-Thomas, sise 102 rue du Faubourg Saint-Denis, 75479 Paris est mise en demeure, pour la carrière souterraine de la commune de Nuits Saint Georges dont elle a la charge en qualité de liquidateur judiciaire, de satisfaire aux dispositions suivantes :

- **Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté** de mettre en œuvre les modalités de cessation d'activité prévues par l'article R.512-39-1 et suivants du Code de l'environnement.

Ces modalités comprennent notamment :

- une notification de l'arrêt définitif de l'installation classée pour la protection de l'environnement, indiquant notamment les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site,
- le placement du site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R 512-39-2 et R512-29-3. Il conviendra notamment de faire réaliser les études nécessaires permettant d'une part d'évaluer les dangers ou inconvénients que le site peut présenter sur les différents intérêts à protéger (notamment en matière de stabilité) et d'autre part, de déterminer les mesures à mettre en œuvre pour assurer cette protection.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS :

La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Dijon, situé 22 rue d'Assas :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES :

La Secrétaire Générale de la Préfecture, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, le maire de Nuits Saint Georges, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée à :

- Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte-d'Or,
- Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (2 exemplaires),
- M. le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- M. le Maire de Nuits Saint Georges,
- Me Valérie Leloup-Thomas, société MJA SELAFA

Fait à DIJON, le 07 NOV. 2014

LE PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
La sous-préfète, directrice de cabinet

Thiphaine PINAULT